



Anderlecht, le 18/11/2016.

ADMINISTRATION COMMUNALE
GEMEENTEBESTUUR

BATIMENTS ET LOGEMENTS

BATIMENTS

Rue du Transvaal, 21 -1070 Anderlecht

Tel. 02/556.31.50 - Fax : 02/520.34.51

MDS/KVDS -16/299

Monsieur J. DROUART
Avenue Camille Vaneukem 2/5
1070 Bruxelles

Concerne : Conseil Communal du 29.09.2016 – Pt 0076 – Réponse écrite

Monsieur,

Suite à votre intervention lors du Conseil Communal, nous vous confirmons que l'administration a effectivement dû publier l'avis de marché avant l'expiration du délai de tutelle afin de pouvoir rentrer le dossier d'adjudication dans les délais requis par les pouvoirs subsidiaires (Fédération Wallonie-Bruxelles : Plan Nollet et PTP).

Nous vous signalons également qu'un délai complémentaire a pu être obtenu auprès de ces administrations pour l'introduction de ces dossiers et que les subsides ne sont donc pas perdus.

Quant aux problèmes avec le cahier spécial des charges, nous avons remédié à toutes les remarques de la tutelle et aux différences dans la traduction de ces documents.

Une enquête interne sera initiée pour identification des responsabilités.

Veillez agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Par ordonnance :
Le Secrétaire communal,

M VERMEULEN.

Par délégation :
L'Echevine des Bâtiments et Logements,

F. EL IKDIMI.

2. het principe van de onderhandelingsprocedure zonder regels van bekendmaking op basis van artikel 26 par. 1-1° f) van de wet van 15 juni 2006;

3. het bijzonder bestek 16/076;

4. de raming van 112.000,00 EUR (BTWI);

5. het boeken van de uitgave van 112.000,00 EUR, waarvan 101.597,76 EUR voor de werken en 10.402,24 EUR voor eventuele wijzigingen aan de initiële voorwaarden van de opdracht en herzieningen, vast te leggen op artikel 700/723/60 van de buitengewone begroting van 2016 te financieren door een lening waarvan de ontvangst te boeken is op artikel 700/961/51 van voornoemde begroting.

De Raad wordt geïnformeerd.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

J. DROUART demande quel est le coût global de ce chantier. Pourquoi a-t-on été forcé, pour les finitions, de choisir le même entrepreneur que celui contracté pour le gros œuvre? Il comprend la logique et la simplicité d'action mais souhaite toujours rester logique et légal et non pas abuser du "petit f" permettant cette manœuvre.

Madame l'Échevine EL IKDMI répond que "Erasmus-Garden" a désigné un entrepreneur qui a fait des travaux. Il se fait que le chantier de la crèche et de l'école sont en cours. L'objectif est que les travaux principaux soient terminés afin de procéder ensuite, dans les meilleurs délais, aux travaux de finition. C'est pour cette raison qu'il s'agira du même entrepreneur, notamment pour éviter les litiges entre deux parties. Cela permet aussi de gagner du temps dans le procédure.

29.09.2016/A/0076 **900 Bâtiments et logements - 920 Bâtiments**
CC. Rénovation des combles et du sous-sol de l'école P9/10 «Carrefour» rue Eloy 114. Cahier des charges 14/052. Estimation de 578.512,00 EUR (HTVA). Procédure négociée directe avec publicité. Approbation.

LE COLLEGE AU CONSEIL

Mesdames et Messieurs,

Par arrêté du 28 juin 2016 la délibération du 21 avril 2016 modifiant les conditions initiales du marché relatif aux travaux de rénovation des combles et du sous-sol de l'école P9/10 « Carrefour », Rue Eloy 114 n'a pas été approuvé.

Les clauses administratives et techniques du cahier spécial des charges 14/052 ont été adaptées et il y a lieu de les soumettre à l'approbation du Conseil communal.

Les travaux relatifs aux travaux de rénovation des combles et du sous-sol de l'école P9/10 « Carrefour », Rue Eloy 114 doivent être confiés à une société spécialisée et sont estimés à 700.000,00 EUR (TVA comprise).

Il y a lieu de prévoir +/- 10% de l'estimation des travaux pour d'éventuelles

modifications aux conditions initiales du marché et révisions des prix.

La dépense à prévoir s'élèvera donc à 770.000,00 EUR (TVAC)

Le cahier des charges 14/052 qui fixe les conditions du marché prévoit la procédure négociée directe avec publicité.

Par son courrier du 6 mai 2014, le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles nous a informé que dans le cadre de la phase 3 de l'appel à projet (plan Nollet) visant la création de nouvelles places dans les écoles, une subvention de 425.000 € nous a été réservée.

Par conséquent nous vous proposons Mesdames, Messieurs d'approuver :

1. le principe de la rénovation des combles et du sous-sol de l'école p9/10 « Carrefour » rue Eloy 114, 1070 Anderlecht ;
2. le cahier des charges 14/052 et l'estimation de 770.000,00 EUR (TVA comprise);
3. la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché conformément à l'article 26, § 2, 1° d de la loi du 15 juin 2006 concernant les marchés publics;
4. l'avis de publication du marché;
5. de comptabiliser la dépense de 770.000,00 EUR (TVA comprise) sur l'article 722/723/60 du budget extraordinaire 2016 financé d'une part par des subsides estimés à 425.000,00 EUR (TVA comprise) dont la recette sera imputée sur l'article 722/663/51 et d'autre part le solde estimé à 335.000,00 EUR financé par un emprunt, dont la recette sera imputée sur l'article 722/961/51 du budget précité

La présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle compétente et auprès de l'Administration générale de l'Infrastructure de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Bd Léopold II, 44 à 1080 Bruxelles.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
38 votants : 38 votes positifs.

900 Gebouwen en huisvesting - 920 Gebouwen

GR. Renovatie van de zolder en de kelder van de school P9/10 "Carrefour"

Eloystraat 114, Bestek 14/052. Raming van 578.512,00 EUR (ZBTW).

Vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking. Goedkeuring.

HET COLLEGE TOT DE RAAD

Dames en heren,

Bij besluit van 28 juni 2016 werd de beraadslaging van 21 april 2016, die de initiële voorwaarden wijzigde van de opdracht betreffende de renovatie van de zolder en de kelder van de school P9/10 "Carrefour" Eloystraat 114, niet goedgekeurd.

De administratieve en technische clausules van het bijzonder bestek 14/052 werden aangepast en deze dienen voorgelegd te worden aan de gemeenteraad.

De werken betreffende de renovatie van de zolder en de kelder van de school P9/10 "Carrefour" Eloystraat 114 dienen toevertrouwd te worden aan een gespecialiseerde firma en worden geraamd op 700.000 EUR (BTW inbegrepen).

Er dient +/- 10 % van de raming van de werken voorzien te worden voor eventuele wijzigingen aan de initiële voorwaarden van de opdracht en prijsherzieningen.

De te voorziene uitgave bedraagt dus 770.000,00 EUR (BTW).

Het bestek 14/052, dat de voorwaarden vastlegt voor de gunning van de opdracht, voorziet in een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking.

Met zijn brief van 6 mei 2014, heeft de regering van de Fédération Wallonie-Bruxelles ons ingelicht dat in het kader van de derde fase van de projectenoproep (plan Nollet), die de creatie van nieuwe plaatsen in de scholen beoogt, een subsidie van 425.000,00 EUR voor ons gereserveerd werd.

Bijgevolg stellen wij u voor, dames en heren, uw goedkeuring te verlenen aan :

1. het principe van de renovatie van de zolder en de kelder uit te voeren van de school P9/10 "Carrefour" Eloystraat 114;
2. het bestek 14/052 en de kostenraming van 770.000,00 EUR (BTW inbegrepen);
3. de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking als gunningswijze van de opdracht in toepassing van artikel 26, § 2, 1° d van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten;
4. het bericht van aankondiging van de opdracht;
5. het boeken van de totale uitgave voor een bedrag van 770.000,00 EUR (BTW inbegrepen) op artikel 722/723/60 van de buitengewone begroting 2016 te financieren enerzijds voor een bedrag geraamd op 425.000,00 EUR (BTW inbegrepen) door subsidies waarvan de ontvangst zal geboekt worden op artikel 722/663/51 en anderzijds het saldo geraamd op 335.000,80 EUR (BTW inbegrepen) gefinancierd door een lening waarvan de ontvangst zal geboekt worden op artikel 722/961/51 van voornoemde begroting.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de bevoegde toezieende overheid en bij de algemene administratie van de infrastructuur van Fédération Wallonie-Bruxelles, Leopold II-laan 44 te 1080 Brussel.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

J. DROUART demande pourquoi ce dossier repasse pour la troisième fois en Conseil communal, dont notamment après un refus par la Tutelle. La délibération précise toutefois que le cahier des charges a été relancé en modifiant partiellement les

remarques apportées à la première modification. En outre, on apprend que la Commune a publié avant même que la Tutelle ait pu donner son avis, ce qui va à l'encontre de la législation. Il désire connaître les raisons de ce fait. Le Collège n'aurait pas perdu autant de temps s'il avait bien suivi les remarques de la Tutelle. Ici, il y a clairement un manquement du service qui n'a pas respecté certaines remarques de l'arrêté. Il y a des différences de traduction qui font que les deux cahiers de charges sont différents, erreurs qui se retrouvent également dans les deux cahiers des charges de la deuxième version.

Monsieur le Bourgmestre-Président rétorque que si la Tutelle faisait en sorte que la Commune aille plus vite dans les investissements, ce serait encore mieux. Parfois, le rôle de la Tutelle se retourne contre les utilisateurs qui attendent les subventions.

Madame l'Échevine EL IKDIMI donnera une réponse écrite à J. DROUART.

29.09.2016/A/0077 **100 Secrétariat général - B110 Protocole**
CC. Interpellation de N. VAN LYSEBETTEN, Conseillère communale, relative à
l'épicerie sociale du Square Albert Ier.

Le Conseil prend connaissance.

100 Algemeen Secretariaat - B110 Protocol
GR. Interpellatie van N. VAN LYSEBETTEN, gemeenteraadslid, omtrent de
sociale kruidenierzaak aan de Albert I square.

De Raad neemt kennis.

N. VAN LYSEBETTEN geeft lezing van de volgende tekst :
N. VAN LYSEBETTEN donne lecture du texte suivant :

In januari van dit jaar keurde de gemeenteraad de huur goed, door de gemeente, van de lokalen aan het nummer 9-10 van de Albert I square.

Het was de bedoeling dat deze lokalen zouden worden gebruikt om er een sociale kruidenierszaak in onder te brengen.

Kunt u toelichten welke stappen inmiddels ondernomen zijn en hoever het op dit ogenblik staat met dit project?

Ik dank u voor uw antwoord.

Monsieur l'Echevin BOELPAEPE donne lecture du texte suivant :
De heer schepen BOELPAEPE geeft lezing van de volgende tekst :

L'asbl « Le Filet » a été créée en 2007. Les activités ont démarré fin 2009. A ce sujet une première convention de collaboration entre l'asbl Filet, l'administration communale et le CPAS a été signée en 2010. Le premier local du Filet se trouve au